



Note régionale sur le financement climatique : Petit États insulaires en développement

Charlene Watson et Neil Bird, ODI,
et Liane Schalatek et Katharina Keil, HBS

Fondamentaux
du financement
climatique **12**

DÉCEMBRE 2017

Les petits États insulaires en développement (PEID) ne portent quasiment aucune responsabilité du changement climatique, mais leurs profils géographiques, socio-économiques et climatiques les rendent particulièrement vulnérables à ses impacts. Répartis sur trois régions, les 39 pays de PEID ont reçu 1380 millions US\$ des fonds climatiques multilatéraux dédiés entre 2003 et 2017. Ce total a financé 210 projets dans 38 PEID (tous les PEID ont reçu le financement à l'exception de Singapour). Alors que le financement approuvé pour les PEID a considérablement augmenté au cours des dernières années, il ne répond qu'à une petite partie des besoins réels. Avec la majorité de financement axée sur l'adaptation, le Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR) et le Fonds pour les pays les moins avancés (PMA) ont été les plus gros contributeurs jusqu'à cette année puisque le Fonds vert pour le climat a pris la relève. En 2017, 228 millions US\$ ont été approuvés pour des projets dans les PEID. Le Fonds vert pour le climat (FVC) en programme à lui seul 50%, y compris le projet le plus important, qui affecte 86 millions US\$ à la construction d'une centrale hydroélectrique dans les Îles Salomon. L'intensification à la fois de l'adaptation climatique et du financement de mesures d'atténuation pour les PEID est indispensable - à la fois pour remédier à la vulnérabilité des habitants des PEID en rendant les secteurs de l'agriculture, de la biodiversité et les infrastructures plus résilients aux impacts du changement climatique, et pour éloigner l'éventail énergétique des PEID des combustibles fossiles.

Les enjeux

Les 39 pays classés comme PEID de l'ONU (qui, ensemble, constituent environ 1% de la population mondiale) forment un groupe distinct de pays en développement. Les PEID ont tendance à partager un certain nombre de défis, y compris une capacité limitée à mobiliser des ressources intérieures, des coûts de transport et d'énergie élevés et une grande vulnérabilité à la variabilité climatique, aux tempêtes, et à l'élévation du niveau de la mer. Les mesures d'adaptation sont essentielles dans la plupart des PEID en particulier dans les domaines de l'agriculture et la pêche, l'environnement côtier, la biodiversité, les ressources en eau, les établissements humains, les infrastructures et la santé (CCNUCC, 2005).

Repartis sur trois régions - le Pacifique, les Caraïbes et l'Afrique, l'océan Indien et la mer de Chine du Sud (AIMS) - les PEID présentent une grande variété de contextes. Les différences géographiques et les contextes socio-économiques influencent les profils de vulnérabilité

aux changements climatiques des PEID. Ainsi, seulement 1,8% des terres émergées de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est en dessous de cinq mètres au-dessus du niveau de la mer, tandis que 100% des Maldives et Tuvalu se trouve en dessous des cinq mètres, ce qui rend ces pays extrêmement vulnérables aux inondations et à l'élévation du niveau de la mer (UN-OHRLLS 2013).

La plupart des PEID sont des pays à revenu intermédiaire, mais leurs économies sont souvent de petite taille et le revenu national brut est très variable. Neuf des PEID sont classés comme pays les moins avancés (PMA). Les profils d'émissions varient aussi entre les PEID, bien que la plupart produisent des émissions relativement faibles. En 2012, les PEID combinées représentaient à peine 1% des émissions mondiales de dioxyde de carbone (Administration de l'information en énergie américaine, 2012). Cependant, de nombreux PEID sont fortement tributaires des importations de combustibles fossiles pour l'énergie, et une transition vers des sources d'énergie durables doit continuer à être une priorité.

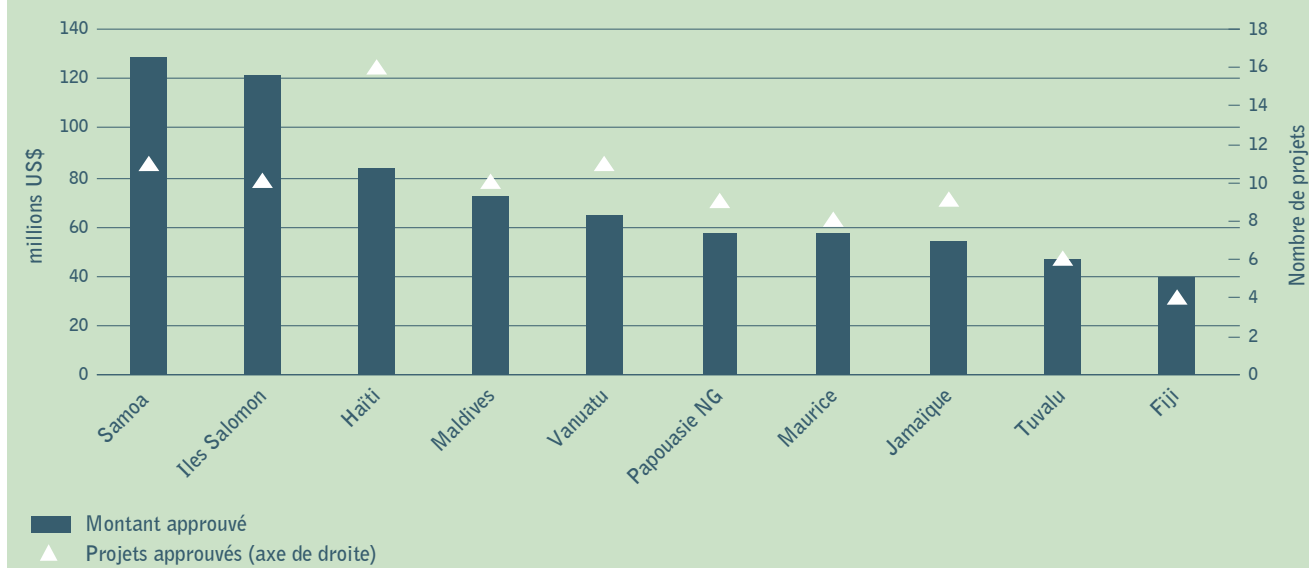
Graphique 1: Fonds d'aides aux PEID (2003-17)



Tableau 1: Fonds aidant les PEID (2003-17)

Fonds et Initiatives	Montants approuvés (Millions US\$)	Projets approuvés
Fonds vert pour le climat (FVC)	409.48	10
Programme Pilote pour la Résilience Climatique (PPRC)	233.98	22
Fonds Pays les Moins Avancés (FPMA)	196.14	50
Fonds pour l'environnement mondial (4, 5, 6)	130.07	60
Fonds d'adaptation (FA)	110.45	19
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC)	104.01	21
Valorisation a grande échelle des énergies renouvelables (SREP)	66.04	8
Fonds de technologie propre (CTF)	56.00	4
Fonds spécial du changement climatique (SCCF)	35.39	5
Fonds de partenariat du carbone forestier (FCPF)	26.50	7
Programme REDD des Nations Unies (UNREDD)	6.89	2
Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP)	5.00	2

Graphique 2: Les dix pays bénéficiaires par montants approuvés (2003-17)



Origine des financements

Douze fonds climatiques engagés sont actifs dans les PEID (graphique 1; tableau 1). Un total de 1380 millions US\$ a été approuvé pour 210 projets entre 2003 et 2017. Cette année, le plus gros contributeur de financement est le Fonds vert pour le climat (FVC), qui de façon cumulée a approuvé 409 millions de US\$ pour les PEID depuis 2015. Il dépasse le deuxième plus important contributeur, le Programme pilote de résilience climatique (PPCR), qui a approuvé de 234 millions de US\$ dans les PEID, et le Fonds pour les pays les moins avancés (PMA) qui a approuvé de 196 millions de US\$

Le Fonds vert pour le climat (GCF) représente déjà 28% des financements des PEID. Le Fonds vert a le potentiel de devenir une source de financement encore plus importante pour les PEID dans l'avenir, avec 50% de son engagement de 10,3 milliards US\$ pour l'adaptation et la moitié pour les pays les moins avancés (PMA), les PEID et les États africains.

Les subventions constituent la majorité du financement climatique dans les PEID et resteront importantes, en particulier pour les mesures d'adaptation. À ce jour, plus des trois quarts du financement climatique des PEID par les fonds multilatéraux pour le climat sont fondés sur des dons (83%), les prêts concessionnels représentant une proportion beaucoup plus faible du total (16%).

Le financement climatique bilatéral est également destiné aux PEID et complète les flux de fonds multilatéraux pour le climat. Cela inclut les fonds climatiques bilatéraux de l'Allemagne, de la Norvège et de l'Australie, qui sont actifs dans la région.¹ Les fonds bilatéraux, cependant, ne sont pas suivis par la Mise à jour des fonds climat étant donné leur manque relatif d'informations détaillées transparentes sur les activités et les dépenses actuelles.

Destinataires des fonds

Cette année, la région du Pacifique devance la région des Caraïbes avec le plus grand nombre de financements climatiques approuvés par les fonds multilatéraux pour le climat (653 millions US\$, soit 47%). Les PEID des

Caraïbes ont des approbations de projets totalisant 470 millions US\$ (34%), tandis que les PEID de la zone AIMS ont des approbations de projets de 257 millions US\$. Les approbations de toutes les régions sont dominées par le financement de l'adaptation; les PEID des Caraïbes et du Pacifique bénéficient également des financements REDD+ (respectivement 16% et 4%).

Samoa a reçu le plus de financement de tous les PEID, avec 129 millions US\$ approuvés pour les activités du projet, suivi de près par les Îles Salomon avec 121,6 millions US\$. Les deux pays ont reçu des fonds importants du FVC (86 millions US\$ pour les Îles Salomon et 58 millions US\$ pour le Samoa).

Type de projets financés

On constate que 56% des financements climatiques dans les PEID contribuent aux efforts d'adaptation, soit un total de 775 millions d'US\$ (tableau 2; graphique 3). 25% des financements contribuent à l'atténuation, 3% aux projets REDD et 16% à des projets à foyers multiples. L'accent mis sur le financement de l'adaptation est conforme aux besoins élevés d'adaptation des PEID.

En 2017, 20 projets ont été approuvés dans les PEID, comparativement à 9 en 2016. Parmi ceux-ci, 10 sont centrés sur l'adaptation (avec un total de 64 millions de US\$), et 7 sont des projets d'atténuation (avec un total de 50 millions d'US\$) avec le reste en domaines multiples. Alors que huit fonds ont approuvé des projets dans les PEID en 2017, les plus grandes approbations ont été obtenues

Encadre 1: Financements climatiques dans les pays les moins avancés (PMA) des PEID

Neuf des 39 pays les moins avancés des PEID sont: Comores, Guinée-Bissau, Haïti, Kiribati, São Tomé et Príncipe, Salomon, Timor-Leste, Tuvalu et Vanuatu. Pour l'ensemble, ce sont 458 millions US\$ de financement climatique en provenance des fonds multilatéraux sur le climat qui a été approuvé pour des projets d'activités au sein de ces nations, représentant 33% du financement de la totalité des PEID. Un tiers de ce financement provient du fonds pour les PMA (33%) et un tiers du Fonds vert pour le climat. L'accord de financement, totalisant plus de 374 millions US\$, est particulièrement important pour les PMA car un accroissement de dette est un risque d'exposition aux chocs macroéconomiques supplémentaire pour ces pays. Plus de la moitié des financements climatiques dans les PMA des PEID sont dédiés à des projets d'adaptation. Sept de ces pays PMA des PEID sont également admissibles à la qualification de pays fragiles ou touchés par un conflit, aggravant ainsi leur vulnérabilité aux effets sociaux, économiques et environnementaux du changement climatique.

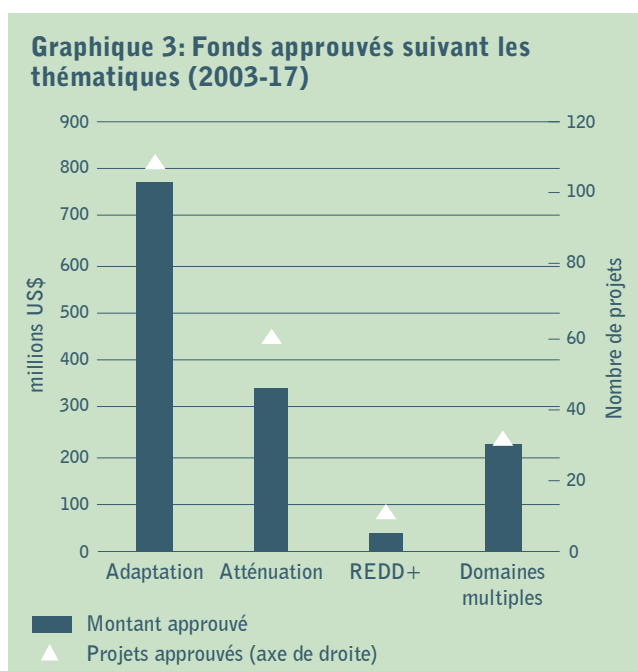


Tableau 2: Fonds approuvés suivant les thématiques (2003-17)

Thématique	Montants approuvés (millions US\$)	Nombre de Projets approuvés
Adaptation	775.28	108
Atténuation	339.81	60
REDD	40.12	10
Domaines multiples	224.74	32

dans le cadre de deux projets du FVC multisectoriels. À Nauru, 26,9 millions US\$ ont été approuvés pour la construction d'un port résilient au climat à Nauru, tout en préservant les liaisons maritimes pendant toute l'année, tandis qu'aux îles Salomon, 86 millions US\$ ont été approuvés pour une centrale hydroélectrique afin de passer du diesel à une énergie propre et renouvelable à la lumière des problèmes de connectivité au réseau dans les 90 îles habitées des Îles Salomon. Ensemble, ces deux projets représentent jusqu'à présent plus de la moitié du financement pour le soutien multi-foyers des PEID, montrant non seulement un intérêt du Fonds vert pour le climat à soutenir des approches transversales pour les PEID, mais aussi pour répondre à leurs besoins en matière de financement des interventions d'atténuation et d'adaptation.

In addition to the series of 12 Climate Finance Fundamentals, these recent ODI and HBS publications may be of interest:

- **Six development finance proposals to expand climate investment.** Ilmi Granoff, Darius Nassiry, Neil Bird, Chris Humphrey, Paddy Carter, Alberto Lemma and Annalisa Prizzon describe six promising finance proposals to support greater ambition for low-carbon development. Available at: <http://bit.ly/2n4VLM8>
- **Budgeting for NDC action: initial lessons from four climate-vulnerable countries.** Neil Bird examines the evidence of resourcing NDC policies and actions in four sub-Saharan African countries; Ethiopia, Ghana, Kenya and Uganda. Available at: <http://bit.ly/2EtPkWC>
- **Resource Guide for NDC Finance.** James Rawlins with Matthew Halstead and Charlene Watson present a selection of resources on financing nationally determined contributions (NDCs). Available at: <http://bit.ly/2EbuPKU>
- **Financing our shared future: navigating the humanitarian, development and climate finance agendas.** Charlene Watson outlines what we know about the financing targets and needs, where there is agreement between the agendas on financing issues and where tensions may emerge. Available at: <http://bit.ly/2FTADcD>
- **Promoting Rights-Based Climate Finance for People and the Planet.** A joint discussion paper by hbs and the OHCHR's Right to Development Division outline how existing climate financing mechanisms, including the GCF as a case study, can strengthen their integration of human rights considerations. Available at: <http://bit.ly/2nQPsfq>
- **Financing Loss and Damage: A Look at Governance and Implementation Options.** Julie-Anne Richards and Liane Schalatek discuss categorizations of loss and damage approaches, financing options and whether existing climate funds could channel loss and damage financing. Available at: <http://bit.ly/2nT55wa>
- **Contracts for Sustainable Infrastructure.** In this joint publication by hbs and IISD, Martin Dietrich Brauch outlines how public private partnership (PPP) contracts need to be constructed to ensure the economic, social and environmental and climate co-benefits of infrastructure investments. Available at: <http://bit.ly/2nQNBjQ>

Contact us for more information at info@climatefundsupdate.org

References liens utiles

Site Web de Mise à jour des fonds climat : www.climatefundsupdate.org (données consultées en novembre 2016)

U.S. Energy Information Administration (2012). International Energy Statistics. Disponible en ligne: <http://www.eia.gov/cfapps/ipdbproject/iedindex3.cfm?tid=90&pid=44&aid=8>

UN-OHRLLS (2013). Small Island Developing States Factsheet. Disponible en ligne: <http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2013/09/Small-Island-Developing-States-Factsheet-2013-.pdf>

UN DESA (2012). World Economic Situation and Prospects. Disponible en ligne: http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2012country_class.pdf

UNFCCC (2005). Climate Change: Small Island Developing States. UNFCCC Climate Change Secretariat, Bonn, Germany

Banque Mondiale (2011). *CO₂ Emissions (metric tons per capita)*. Disponible en ligne: http://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.CO2E.PC?order=wbapi_data_value_2011+wbapi_data_value+wbapi_data_value-last&sort=asc

Notes

1. En 2014, la CFU a été en mesure de suivre les fonds bilatéraux pour le climat. Les flux bilatéraux cumulés vers les PEID depuis 2008 comprenaient 28 millions US\$ de l'Initiative climatique internationale allemande, 66 millions US\$ de l'Initiative climatique et forestière internationale de la Norvège et 3 millions US\$ de l'Initiative internationale sur le carbone forestier de l'Australie.

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel: +44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street, NW | Suite 500 | Washington, DC | 20005 | USA
Tel: +1 202 462 7512